

L'enseignement de l'histoire nationale : un enjeu politique

DEPUIS quelque temps déjà, les syndicats enseignants japonais, notamment la puissante Nikkyoso, sont en ébullition. Les hauts fonctionnaires du ministère de l'éducation, le Mombusho, appuyés par le parti libéral-démocrate au pouvoir depuis plus de trente ans, cherchent à mettre en place une réforme des manuels scolaires, notamment des manuels d'histoire. Les journaux consacrent souvent plusieurs colonnes à cette question, et les partis, les syndicats, les groupes de pression, y vont chacun de leur communiqué et de leur prise de position. Faut-il réviser l'histoire telle qu'elle est enseignée dans les livres scolaires et, si oui, dans quel sens ?

La vision du passé a toujours été un enjeu fondamental au Japon. Dans ce pays où tradition et modernité sont censées coexister, l'histoire doit assurer la cohésion idéologique des valeurs dominantes et refléter une certaine harmonie des relations sociales. Autant, ou presque, que dans certains pays totalitaires, les historiens peuvent être ici des "gens dangereux". Et la question des manuels est depuis longtemps au centre de violentes batailles politiques.

De 1903, juste avant la guerre russo-japonaise, à 1945, le ministère a imposé un manuel unique dans chaque discipline, rédigé par une commission d'experts choisis par le gouvernement. L'histoire enseignée à l'école n'avait aucun rapport avec la recherche. Il s'agissait d'une collection de faits et gestes des "grands hommes" du passé, de leurs vertus, de leur grandeur. Le jeune Japonais apprenait dès l'école primaire à être loyal envers ses supérieurs (empereur, suzerain, chef, père), comme l'enseignait le confucianisme, courageux au mépris de la mort pour la cause de son pays, et à se conformer dans tous les cas aux ordres de ses supérieurs. Les enseignants devaient enseigner cette morale à leurs élèves sans jamais s'écarter du manuel.

Le comportement des jeunes soldats japonais pendant la guerre du Pacifique ne laisse aucun doute quant à l'efficacité du système d'enseignement d'avant guerre, de même que la façon dont fut acceptée la capitulation, à la demande de l'empereur. En 1946, on substitua à *"l'histoire nationale"* de nouveaux manuels fabriqués sur le modèle des livres américains. L'"imprimatur" officiel fut supprimé : le choix des livres était laissé aux professeurs, les manuels devant cependant être agréés par le ministère. Plus question des légendes sur l'origine de la dynastie impériale, l'histoire du pays commençait aux âges préhistoriques. Le jeune Japonais put découvrir que les *"samouraïs opprimaient les paysans"* et que leur pays était grand parce qu'il avait connu très tôt une riche civilisation et non parce que les sujets avaient toujours vénéré leur empereur. L'accent était mis sur la marche vers le progrès et la démocratie, les références culturelles remplaçant les faits d'armes. Dès les années 50, pourtant, les conservateurs au pouvoir commencèrent à réagir contre le contenu des manuels, jugés dangereux, car ils exaltaient à tort et à travers les idéaux de liberté, conduisant *"au relâchement des mœurs et de la jeunesse"*, et ils accusaient les auteurs de manuels de transformer l'histoire en *"endoctrinement idéologique"*. Dès 1958, on rétablit l'enseignement de la morale.

En 1962, le ministère refusa un manuel rédigé par Iénaga Saburo, un éminent universitaire. Celui-ci avait osé affirmer que les chroniques du septième siècle, où se mêlent histoire, mythes et légendes, avaient été rédigées *"pour justifier la domination autoritaire du clan impérial"*. Le ministère trouvait que l'auteur jugeait trop négativement les guerres menées par le Japon à l'époque moderne : il fallait distinguer entre les guerres d'agression (celle contre la Chine en 1937) et les guerres défensives (la guerre russo-japonaise de 1904-1905). Iénaga porta plainte contre le ministère. L'affaire traîna, et Iénaga, après avoir gagné en première instance, finit par perdre son procès en 1974. Depuis, il a fait appel à son tour, mais la justice suit

toujours son cours...

La pression des inspecteurs

Ce retour à l'ordre s'est accentué depuis une dizaine d'années. Appuyé par une partie de l'opinion et de la presse, le gouvernement cherche à reprendre en main l'enseignement primaire et secondaire. Cette action est d'ailleurs facilitée par la passivité grandissante du corps enseignant et du milieu étudiant, dans lesquels l'opposition, naguère majoritaire et militante, a considérablement reculé depuis la fin de la guerre du Vietnam. Actuellement, le choix des livres scolaires reste libre, mais ce sont les inspecteurs pédagogiques nommés par le ministère qui, de plus en plus, imposent leurs vues, et les pressions des hauts fonctionnaires sur les auteurs de manuels se font de plus en plus fortes. Ainsi, la guerre du Pacifique n'occupe plus qu'une dizaine de pages sur trois cent cinquante. La sélection des photos illustrant les ouvrages devient sévère. On recommande aux auteurs de supprimer les photos sur les horreurs de la guerre *"pour ne pas effrayer les enfants"*. Pour illustrer l'expansion des années 60, les Jeux olympiques de 1964 ou les foules de "cols blancs" sortant des bureaux ont remplacé les illustrations sur la population industrielle ou les immenses manifestations anti-américaines de 1960 qui *"donnaient une image trop négative du pays"*. Autre exemple dans un manuel récent, à propos de la montée de la classe féodale des guerriers, on a refoulé en note de bas de page l'explication fournie par les auteurs du livre : *"Dans les campagnes, les seigneurs se sont armés pour pouvoir imposer plus facilement de lourds impôts aux paysans et les empêcher de résister. L'armement des samouraïs permet de maintenir asservie la paysannerie."* Explication principale de la montée de la féodalité japonaise : *"Les seigneurs durent s'armer parce que la vie dans les campagnes était peu sûre et le brigandage très répandu."* Motif de ce changement : *"La première explication était trop difficile à comprendre pour des enfants de treize ans."*

On pourrait s'étonner d'un contrôle aussi pointilleux. C'est que le contenu de l'enseignement s'est certes modifié depuis le début du siècle, mais que la pédagogie n'a, elle, guère évolué. Au Japon, le maître est chargé d'enseigner le manuel, non de faire lui-même un cours. Il doit faire lire le livre et l'expliquer en suivant son contenu presque phrase par phrase. Chaque enseignant a d'ailleurs à sa disposition un "livre du maître" fournissant le plan de chaque leçon et des conseils auxquels il doit se conformer rigoureusement. Des inspecteurs sont chargés de veiller à la conformité de l'enseignement. Les interrogations dans les lycées ne peuvent porter que sur le contenu du manuel. On comprend, dans ces conditions que celui-ci détermine bien des choses.

Aujourd'hui, les associations de parents font campagne pour qu'un seul manuel soit adopté. Vu le système de sélection qui est admis ici, certains parents estiment que leurs enfants peuvent être défavorisés par le choix de tel ou tel manuel par les enseignants. Les livres les plus critiqués sont en général ceux où les explications priment sur les faits. La "densité des connaissances" y est moins forte et les élèves sont, estime-t-on, défavorisés par rapport à leurs camarades d'autres écoles. Cédant à leurs pressions, le ministère cherche à faire en sorte que, dans un premier temps, chaque ville ou chaque département choisisse un seul et même manuel, ce qui serait la première étape dans la voie du rétablissement du système qui prévalait avant guerre.

Briser le consensus pacifiste

Le renforcement du contrôle politico-pédagogique des enseignants est aussi à l'ordre du jour avec le rôle accru que l'on envisage de faire jouer aux proviseurs et aux inspecteurs. L'enjeu est d'abord social, dans la mesure où les premiers signes de contestation du système apparaissent chez les jeunes travailleurs. Un certain abandon des valeurs traditionnelles et de l'éthique du travail commence à inquiéter certains milieux patronaux. La génération qui arrive maintenant sur le marché du travail n'a pas connu les privations de l'après-guerre ; elle est moins portée que les précédentes à s'enthousiasmer pour la réussite par le travail et l'effort. L'enjeu est aussi politique,

car le Japon, à la demande des Américains, d'ailleurs, s'engage prudemment dans la voie de la remilitarisation. Dans ces conditions, briser le consensus pacifiste dans la population est un objectif important pour les milieux dirigeants. L'école a donc un rôle déterminant à jouer dans les deux cas.

Mais les critiques apportées au système actuel d'enseignement viennent aussi d'autres horizons. Certains vont jusqu'à douter de la qualité de l'enseignement au Japon. Pourtant, le système éducatif est sans doute l'une des clés de la réussite japonaise. Il est parvenu à fabriquer des individus incontestablement compétents, mais modelés, voire cassés, par la mécanique scolaire et le bachotage nécessaire pour entrer dans les grandes universités, peu portés à revendiquer et à critiquer, mais aptes à se conformer aux modèles sociaux. Pourquoi le Japon a-t-il de si bonnes universités et si peu de prix Nobel ? Pourquoi la recherche fondamentale est-elle aussi pauvre par rapport aux possibilités du pays ? Pourquoi les "cerveaux" fuient-ils aux Etats-Unis ou en Allemagne fédérale ? Telles sont les questions que soulèvent certains milieux pourtant peu portés à l'agitation.

Les défis de l'avenir

Si le Japon est bien placé dans le peloton de tête des pays pour ce qui est de l'innovation technologique, il en va différemment, en effet, pour ce qui est de la création et de la recherche fondamentale. La cause de cette médiocrité n'est-elle pas liée au système scolaire, qui ne favorise guère les possibilités d'éveil et de créativité ? A trop préférer des "têtes bien pleines" à des "têtes bien faites" le Japon ne risque-t-il pas, à terme, de se retrouver dans une situation difficile s'il continue sa croissance au rythme actuel et arrive - qui sait ? - en situation de briguer le leadership international ?

Réformer le système actuel en libérant les possibilités créatrices des individus, c'est, pour certains critiques, se donner les moyens de répondre aux défis de l'avenir, tout en permettant l'extension des espaces de liberté. Mais c'est risquer de briser les reins de la croissance, répondent les conservateurs attachés au renforcement du contrôle social dans l'école et la société. C'est donc une autre stratégie qu'a choisie le gouvernement. Le projet de réforme a pour premier objectif de domestiquer l'histoire. En tentant de modeler un enseignement entièrement à la botte du pouvoir, l'Etat renoue avec le système d'avant guerre. On a déjà vu où cela avait mené le Japon.

Mots-clés

- **Japon**
- **Enseignement**
- **Histoire**
- **Politique**